

L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Mitterrand → Pinay → de Gaulle

Recommençant Mai 58, les partis ouvriers, et d'abord essentiellement le Parti communiste français, viennent de capituler sans combat une seconde fois devant de Gaulle en se rangeant derrière François Mitterrand, candidat de « la gauche » aux élections présidentielles.

Le crétinisme parlementaire se déchaîne en torrent. Il n'est question que du plus ou moins grand nombre de voix que recueillera le futur vaincu. Presque personne, à gauche, n'a en effet le courage de la piterie que se permet à l'extrême-droite Tixier-Vignancourt en claironnant qu'il battra de Gaulle. Chacun sait qu'hormis son allure sportive et son « battant » d'aventurier (Guy Mollet ne l'appelait-il pas Rastignac ?) François Mitterrand n'a rien qui puisse lever des masses enthousiastes. Il n'est l'homme ni d'une cause, ni d'un programme, ni d'une idée ; il est le type du « politicard » de parlement et de salon, et ne doit sa candidature qu'à son habileté manœuvrière. A la charnière des vieux partis traditionnels de la gauche, il est porté par la petite bourgeoisie technocratique des clubs dont l'utopie organisatrice est déjà sérieusement battue en brèche par la récession.

Donc on sait, de la S.F.I.O. au P.C.F., que Mitterrand sera battu. On n'y a même pas l'excuse qu'ont eu de naïfs « gauches » américains en votant Johnson contre Goldwater pour que la guerre du Vietnam s'arrête. Ceux-ci ont contribué à donner au cow-boy du Texas l'autorité d'une majorité exceptionnelle qui lui permet de pratiquer le cours le plus délibérément contre-révolutionnaire de toute la politique extérieure américaine d'après guerre. Nos « réalistes » français, eux, n'ont même pas d'illusions à perdre.

Que font-ils donc en adoptant Mitterrand ? Ils tentent de dissimuler le profond discrédit où les ont amenés leurs politiques de veulerie boutiquière et d'abandon des grands intérêts de classe, et qui ne pouvait manquer de se manifester par un recul de leurs suffrages électoraux.

La S.F.I.O. suit le cours de son irrémédiable dégénérescence. Si l'on pouvait attendre autre chose de sa part, c'était du pire, et ce pire n'est pas exclu, comme nous le verrons.

Triomphe

du réformisme au P. C. F.

En ce qui concerne le P.C.F., le choix de Mitterrand marque une étape nouvelle et importante de sa décadence. C'est une de ces décisions qui engage l'avenir et aura des suites qui modifieront le visage du mouvement ouvrier français.

La direction du P.C.F. a été partagée avant qu'une majorité n'impose l'habituelle « unanimité monolithique ». Les vieux dirigeants stalinien qui savaient que tout un pan du parti allait renâcler dans l'immédiat, et leur demander des comptes à terme, étaient partisans d'une candidature « communiste » ou « crypto ». Seule une telle candidature pouvait sauvegarder parmi les militants l'illusion — fibre morale du parti — que le P.C.F. redeviendra un jour la direction des masses vers le pouvoir. Mais une telle candidature aurait eu aussi l'avantage réel de permettre de compter une opposition de classe et, par les limites même de ses résultats, de susciter le sursaut d'énergie indispensable pour qu'une avant-garde entreprenne de sortir de l'ornière.

La majorité pour Mitterrand marque la victoire dans le P.C.F. de l'aile délibérément réformiste, à « l'italienne ». Elle va manifester crûment pour une nouvelle génération de communistes que le parti est à reconstruire, et contre sa direction.

Certes, il y a des précédents à un geste aussi honteux : le vote des pouvoirs spéciaux vient immédiatement à l'esprit. Déjà il s'agissait pour le P.C.F., comme Duclos l'écrivait dans *Démocratie nouvelle* (10^e année, n° 5, p. 260) de manifester « en votant (les pouvoirs spéciaux) sa volonté de sauvegarder les possibilités de développement de l'unité d'action entre communistes et socialistes, car là est le gage de l'action populaire indispensable pour imposer finalement la paix en Algérie ». On sait comme cela sauvegarda le proconsulat de Lacoste, fut le gage du 13 mai 58, et le signe de la démoralisation pour plusieurs années des jeunes qui avaient commencé à refuser d'aller faire la sale guerre.

Une différence entre les deux situations existe cependant. Le P.C.F. sacrifiait alors la révolution algérienne et

les intérêts des travailleurs français aux besoins de la diplomatie soviétique, dans le cadre du système stalinien alors à peine entamé. Waldeck Rochet et ses complices, dans le contexte de la dissolution des liens du Stalintern, tentent de « réintégrer la vie politique française », c'est-à-dire renoncent, non pas aux tâches stalinien d'organisation et de politique, mais au contraire à tout ce qui peut les rattacher encore au communisme dans le monde (exception faite de l'étiquette qui trompe les masses sur la marchandise).

Un début de front unique ?

Cette différence sentie par certains qui voient avec plaisir une certaine déstalinisation se résoudre en social-démocratisation, promet-elle plus d'avenir au « commencement de front unique » ? Mitterrand une fois battu, et même honorablement battu, que subsistera-t-il du pseudo-front formé autour de lui ? Quelle perspective aura-t-il ouvert ?

L'action commune suppose un minimum de programme commun. Ce minimum n'existe pas. François Mitterrand a insisté sur ce point dans son interview au *Nouvel Observateur* : « Fuzier a raison de dire qu'il ne s'agit pas de Front populaire. Le Front populaire c'était une charte, c'était un accord sur un programme de gouvernement entre les trois partis de la gauche de l'époque. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. L'assimilation est donc abusive. Le Front

populaire 1965 est considéré comme un épouvantail que l'on agite du côté du pouvoir pour que les républicains de droite et du centre s'éloignent de moi. » (souligné par nous).

Voilà le fin mot de la candidature Mitterrand. Il veut rallier les suffrages de la droite à la gauche au nom de la lutte des intérêts les plus opposés contre de Gaulle, ennemi principal.

On insiste là-dessus au P.C.F. comme au P.S.U. Le mythe fumeux de « la gauche » et l'idée implicite d'une nécessaire étape « libérale » sous-tend le débat. L'autre mythe, celui de De Gaulle semble aussi troubler bien plus la gauche qu'il n'inspire la droite. La personne de de Gaulle et ses originalités politiques sont passagères. L'ennemi du mouvement ouvrier, ce n'est pas de Gaulle, c'est la bourgeoisie dont la longévité est bien supérieure à celle d'un vieillard malade. Chacun sait que même les dauphins présumés de de Gaulle feront une autre politique que la sienne, et surtout une autre politique étrangère. C'est de là qu'il faut partir, et ce qu'il faut opposer à de Gaulle, c'est une politique antibourgeoise, une politique de classe.

Le scandale du ralliement à la candidature Mitterrand, c'est que c'est le ralliement à l'une des politiques de rechange de la bourgeoisie, à l'une de celles qui a le plus de chances d'être appliquée après de Gaulle, celle qu'un des derniers alliés à Mitterrand, Jean Poperen, combattit deux ans à la tête de la gauche du P.S.U. sous le nom de « social-démocratie ».

(Suite page 8)

M. LEUWEN.

REPRESSION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE EN ALGERIE

Dans les jours qui suivirent le coup d'Etat du 19 juin, le « Conseil de la Révolution » de Boumedienne s'efforça de rassurer l'opinion algérienne et mondiale et de tromper sur sa véritable nature. Le commencement d'organisation de son opposition, les résistances à sa politique, le renforcement qu'il croit trouver à son pouvoir dans le soutien de l'impérialisme l'ont amené à une nouvelle étape : la répression contre-révolutionnaire. Il s'est efforcé de frapper dans l'ombre, mais, voulant priver ses opposants du soutien qu'ils pouvaient trouver parmi les révolutionnaires étrangers, et particulièrement français, les nouvelles de la répression se sont répandues, et le nouveau régime s'est totalement démasqué.

Quatre des premiers Français arrêtés en Algérie à partir du 28 août dernier sont des militants trotskistes : Jean-Yves Le Goff, Albert Roux, Simone Minguet et Pierre Meyers. Dans le même temps ont été arrêtés trois autres Français n'appartenant pas à notre organisation. Par la suite les arrestations se sont multipliées, frappant notamment d'anciens membres de la rédaction d'« Alger Républicain » et du P.C.A. Le nombre des Algériens arrêtés est inconnu mais grand.

Le 21 septembre, le ministre algérien de l'Information, M. Bachir Boumaza, au cours d'une conférence de presse reproduite par le « Moudjahid » du 22 septembre, a accusé ces premiers prisonniers d'être le gros de l'Organisation de Résistance Populaire (O.R.P.) ainsi démantelée par leur arrestation complétée par celle de Hocine Zahouane et de Bachir Hadj Ali, ex-secrétaire du P.C.A.

Les faits et arguments produits suffisent à montrer que ces affirmations ne constituent qu'un grossier amalgame policier dont le but est très clair : 1) Tenter de discréditer l'O.R.P. auprès des masses algériennes par la pseudo-preuve du caractère extérieur à l'Algérie de cette organisation d'opposition. 2) Se débarrasser d'Européens dont la sympathie à l'Algérie indépendante est inséparable de leur attachement à ses options socialistes, afin de supprimer des témoins gênants du cours nouveau « thermidorien » du gouvernement Boumedienne.

La première charrette de militants français a été

expulsée après plus de vingt jours de détention au cours desquels les hommes furent torturés de la manière que rapporte Albert Roux dans ces colonnes. Michel Mazière eut même droit à de sadiques brûlures de cigarettes hors interrogatoires. Tant d'autres ont pris leur place, Algériens ou Européens, dans les prisons de Boumedienne, qu'il n'est pas superflu de montrer dans le détail tout l'arbitraire policier qui a présidé à cette affaire.

LE DOSSIER

Il est vide.

Le 28 août, Jean-Yves Le Goff, jeune militant de la IV^e Internationale, coopérant à titre militaire au service du Plan (où il avait repris un poste qu'il occupait auparavant comme contractuel libre, au terme de ses études) est arrêté. Son crime ? Il a hébergé un membre des jeunes du F.L.N. qu'il sait être un opposant. Aucune loi d'exception n'en fait un délit. Il est « coopérant » mais à titre militaire et n'est pas libre de se dégager. Est-il membre d'un réseau de soutien de l'O.R.P. ? Non ! Il porte sur lui un message à un responsable de notre organisation. « Le Moudjahid » reproduit des fragments de ce message dont on a censuré les passages affirmant que c'est au peuple algérien lui-même qu'il appartient de sauver sa révolution. Bien loin de manifester une « collusion » ce document ne peut fonder qu'un délit d'opinion, au maximum un délit d'intention de « collusion ». Cependant J.-Y. Le Goff est soumis à la « question ». C'est la IV^e Internationale qui devient l'objectif second des policiers-tortionnaires.

Le 31 août, à la sortie de son travail, Albert Roux, « coopérant » de l'Office des Céréales, militant de la IV^e Internationale, est arrêté à son tour. Comme tous les autres cela a lieu dans des conditions de totale illégalité, sans mandat d'amener. De même les perquisitions seront faites sans mandat et sans procès-verbal. Des objets de valeur disparaîtront chez J.-L. Goisdoué. Ce dernier est arrêté le même jour. Voisin de J.-Y. Le Goff, il est arrêté chez A. Roux.

(Suite page 5)